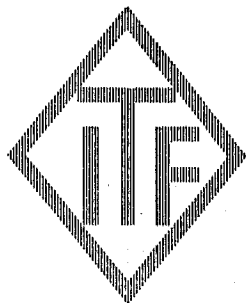


F A S C I S M

N° 17/18

Amsterdam, le 21 septembre 1935.



Une opinion de Mussolini sur la guerre en Afrique. (ITF.)

"L'Italie nationaliste, conservatrice, cléricale, prétend faire de l'épée sa loi et de l'armée l'école de la nation. Nous avons prévu cette perversion morale et pour cela nous ne sommes pas étonnés. Mais ceux qui pensent que cette prépondérance du militarisme est un signe de force se trompent. Les peuples forts n'ont pas besoin de se livrer à ce stupide carnaval auquel se livre avec une joie folle, la presse italienne. Les peuples forts savent se contrôler. L'Italie nationaliste et militariste montre qu'elle ne se contrôle pas. Il arrive ainsi qu'une petite guerre de conquête est célébrée comme un triomphe romain."

C'est ainsi qu'écrivait Mussolini le... 21 janvier 1912 dans l'"Avanti" alors dirigé par lui, concernant la guerre menée par l'Italie en Libie. L'hebdomadaire anti-fasciste "Giustizia e Libertà" a tiré cet article qui constitue une critique incisive de l'Italie fasciste d'un oubli bien immérité.

Une résistance acharnée. (I.T.F.) Dans son numéro de mai 1935, la revue mensuelle mussolinienne "Gerachia" est obligée de constater: "... Les masses sont encore spirituellement éloignées du syndicat, dont elles ne réussissent pas à vivre intégralement la vie. C'est là une méfiance, qui a peut-être des origines lointaines mais qui, aujourd'hui, à cause de l'action du parti, ne devrait plus exister."

Les anciennes organisations syndicales ont été anéanties; depuis 9 ans la cotisation obligatoire aux organisations fascistes est retenue sur tous les salaires, mais toujours les travailleurs italiens restent spirituellement éloignés du syndicat!

Chrétienté comme enseigne. (I.T.F.) Bien que dans l'Etat corporatif autrichien, les grèves soient interdites, les ouvrières d'une fabrique de chaussures de Klagenfurt ont toutes déposé le travail le 22 août. L'employeur avait introduit un nouveau tarif qui réduisait le salaire horaire des ouvrières à 0,30 schilling (env. 1.-fr.fr.) Le syndicat unique fasciste a promis que le gouvernement interviendrait mais le "Sous-secrétaire d'Etat pour la protection ouvrière" ne bougea pas. Le numéro du 31 août du "Oesterreichische Arbeiterzeitung" n'a pas osé, malgré la crainte que la grève s'étende, attaquer les grévistes; il excuse même leur geste. "Ce n'est pas étonnant, quand on songe que des conditions pareilles doivent pousser

les travailleurs au désespoir et que des influences clandestines peuvent s'exercer avec beaucoup de facilités sur cette catégorie de travailleurs." Le journal ajoute avec amertume: "Les principes chrétiens de l'Etat autrichien devront-ils simplement être une enseigne ou bien doit-on s'y conformer?" Les travailleurs autrichiens ne se posent plus cette question.

"Les questions populaires". (I.T.F.) Qu'est-ce qui intéresse les travailleurs allemands? - Les discours d'Hitler? Les uniformes de Goering? "L'honneur social" du Dr. Ley? Les promesses de Goebbels? L'antisémitisme de Streicher? La campagne contre les catholiques du "païen" Rosenberg? Mais non.

"Der Ruhrarbeiter" l'organe officiel du Front allemand du travail pour la région industrielle rhénano-westphalienne constate dans l'éditorial de son numéro du 3 août que les questions "populaires" sont celles-ci: "Qu'est-ce qui en est des dettes de l'Etat national-socialiste? A quand le socialisme? Pourquoi les salaires sont-ils si bas?" On voit que les Nazis doivent se défendre contre leurs propres partisans qui réclament des comptes.

Le Front allemand du travail à l'étranger. (I.T.F.) La section de la navigation maritime du Front allemand du travail, ainsi que l'Office pour l'étranger de la catégorie des employés ont été dissous le 22 juillet. Les deux sections ont été groupées sous la dénomination de section étrangère du Front allemand du travail et subordonnées à la section étrangère du Parti national-socialiste. Le nouveau groupement subdivisé en une section "navigation maritime" et une section "Allemands à l'étranger" est soumis jusque dans les moindres détails aux hommes de confiance du parti nazi à l'étranger. La réorganisation a été utilisée pour une épuration ultérieure. Certains "vieux militants" suspects de tendances trop radicales ont été congédiés ou transférés à des postes secondaires. On emploie à présent sans passer par le détour d'une organisation "corporative" les cotisations versées par les marins et par les employés et ouvriers travaillant à l'étranger, pour financer la propagande et l'espionnage du parti.

Le règne de famine hitlérien. (I.T.F.) La lutte des classes au lieu de la communauté populaire. Les prix montent de mois en mois dans le Troisième Reich et en même temps les employeurs réduisent les salaires. Le niveau de vie des ouvriers baisse, les artisans et petits commerçants sont acculés à la banqueroute et la situation des paysans s'est davantage aggravée. Les Nazis ont toujours cherché à camoufler la hausse du prix de la vie et à réfuter les réductions.

A présent toutefois, les choses en sont venues au point que le Front allemand du travail doit déclarer: "Si d'une part les prix augmentent et d'autre part des éléments irresponsables se permettent de réduire les salaires, on arrivera un jour à un moment qu'il faudra qualifier d'extrêmement périlleux socialement parlant." (Der Ruhrarbeiter, 4 août 1935) Le 21 avril 1935 Hitler avait encore annoncé: "Le national-socialisme a supprimé la lutte des classes... à la lutte des classes s'est substituée la communauté populaire." L'organe du Front allemand du travail n'ose plus répéter ce non-sens; il reconnaît: "Tous les citoyens qui aujourd'hui tâchent de réprimer les légitimes aspirations de ceux qui travaillent à leur service ne font pas autre chose que mener la lutte des classes."

La hausse des prix. (I.T.F.) Depuis le début du Troisième Reich les prix montent et le pouvoir d'achat des salaires baisse en conséquence. Suivant des renseignements statistiques officiels, la hausse des prix des denrées alimentaires de 1933 à 1935 grève le budget d'une famille moyenne ouvrière de 3 à 4 marks par semaine. Quant aux articles qui ne servent pas à l'alimentation proprement dite (café, thé, bière, épices etc.) et vêtements, savon, loyers, une augmentation du budget d'une famille ouvrière de 1,50 à 2.-marks par semaine dans presque tous les centres industriels n'est certainement pas sous-estimée. Les ouvriers ne sont pas en mesure de faire face à cet accroissement de leurs dépenses. Le 40% des travailleurs allemands touchent --suivant la dernière statistique sur les cotisations à l'assurance-invalidité-- moins de 18.- marks par semaine en salaire brut; 25% reçoivent entre 18.- et 30.- marks. Ces salaires bruts sont diminués encore de 14 à 25% en retenues et versements "facultatifs". L'augmentation du

coût de la vie signifie pour la grande masse des travailleurs une diminution de 12 à 25% du pouvoir d'achat du revenu net. Les ouvriers sont obligés d'acheter des qualités inférieures et de se nourrir insuffisamment. Encore la hausse des prix n'est-elle pas terminée; le chiffre-indice officiel des prix accuse pour la période allant de janvier 1933 (début de la dictature) jusqu'à juillet 1935, une augmentation de prix de détail pour l'alimentation de "seulement" 10,4% et pour l'habillement de "seulement" 10,2%. Les prix de gros des produits agricoles ont déjà monté de 27,4%. Ceux du textile de 16,1%. (Bulletin trimestriel de l'Institut pour l'Etude des Conjonctures, 1935 2A. page 179) Les prix du commerce de détail suivront les prix de gros et le pouvoir d'achat des salaires baissera encore plus.

On a faim pour pouvoir faire la guerre. (I.T.F.) La cause de la hausse normale des prix se trouve dans le rythme fébrile du réarmement allemand. Afin de pouvoir importer le plus de matières premières que possible pour l'armement, l'importation de denrées alimentaires est limitée. "La situation des stocks de devises étrangères nous force à réduire au strict minimum l'importation des denrées alimentaires, chaque million économisé sur l'importation de vivres facilite la reconstruction de notre appareil de défense." (Le secrétaire d'Etat Backe, dans le "Voelkische Beobachter" du 30 août) Une situation a été créée "qui ne nous permet pas de satisfaire tous les désirs des consommateurs. Généralement parlant cependant, l'approvisionnement en vivres est cependant encore (!) tel que tous les Allemands peuvent être nourris suffisamment"..... à condition naturellement de pouvoir payer les prix qu'on exige. Le Commissaire des prix nommé en automne 1934 a résigné ses fonctions le 1er juillet et le ministre de l'Agriculture s'est contenté de déclarer "qu'en principe" des augmentations des prix ne seraient pas approuvées. Vu toutefois que les prix ne se soucient guère des principes nationaux-socialistes, on dut fixer des maxima. Le Commissaire des prix avait émis (à l'occasion de la Foire de Leipzig) un avertissement contre les prix maxima et le président de l'Institut pour l'Etude des Conjonctures rappela les expériences qu'on avait fait pendant la guerre lorsque, afin de ne pas laisser augmenter trop le coût de la vie on avait fixé des prix maxima pour le blé et les pommes de terre, avec le résultat que ces produits étaient donnés au bétail et soustraits à la consommation de la population. Il rappela aussi tout le commerce clandestin qui avait entièrement détruit tout le système d'alimentation. Pendant le "régime de guerre" du Troisième Reich les prix maxima sont camouflés, on permet la vente de produits de qualité inférieure et les paysans qui ne sont pas à même de payer le fourrage renchéri nourrissent leurs bêtes avec des produits alimentaires. En important des vivres à la place de matières premières pour l'armement, on pourrait fortement atténuer la vie chère. Mais le Troisième Reich pensa la guerre et laissa les masses mourir de faim pour pouvoir hâter son réarmement.

Les repus ne sont pas heureux. (I.T.F.) Les ouvriers ne peuvent plus payer les prix augmentés. La dictature a interdit les allocations de vie chère et réduit encore les secours de chômage. Seuls de petits groupes d'ouvriers travaillent dans l'industrie de l'armement ont réussi à arracher des augmentations. Même en se contentant de qualités inférieures les travailleurs ne peuvent pas manger à leur faim. L'état d'esprit parmi les classes laborieuses inspire de l'inquiétude aux Nazis. Le Dr. Ley -- qui, lui, n'a pas faim -- déclare comme le renard dans la fable: "Les repus ne sont pas heureux" (discours fait à Wilhelmshaven, le 17 août). D'autres cherchent à apaiser les esprits. L'adjoint du Dr. Goebbels conjure "les mécontents": "Si certaines denrées alimentaires coûtent plus cher cette année que l'année dernière, il n'est pas juste de se comporter comme si toute la vie avait renchéri, voire comme si l'approvisionnement du peuple allemand était compromis. Il est regrettable de devoir constater que des esprits pusillanimes considèrent leurs propres soucis comme des événements mondiaux, sans avoir de compréhension pour les grands problèmes, notamment pour le problème juif" (discours fait devant le Front du travail berlinois, le 17 août). Ces essais de détourner le mécontentement contre les Juifs, les catholiques et les francs-maçons n'ont cependant pas le succès escompté.

Le gros capitalisme fait de bonnes affaires. (I.T.F.) Tout le monde n'a pas à se plaindre dans le Troisième Reich. Le "Wirtschaftspolitische Pressedienst" constate que le chiffre des appointements des membres de conseils d'administration déclaré en vue de l'impôt dépassait en 1934 de près d'un tiers celui de 1933 et qu'en avril et mai il avait encore augmenté de 41,7%. L'Institut pour l'Etude des Conjonctures enregistre comme un résultat du réarmement que le revenu patronal assujéti à l'impôt qui, en 1934, avait déjà augmenté de 44,9% s'est accru d'encore 17,4% pendant le premier semestre 1935. Le capital "anonyme" des sociétés par actions "bénéficie d'une forte augmentation des profits". "Mais", ainsi poursuit la publication de l'Institut "à la suite de la hausse du coût de la vie, le pouvoir d'achat du revenu populaire n'a encore que peu augmenté". Cela illustre une fois de plus la "communauté populaire" nazie et confirme que l'accroissement des bénéfices patronaux a eu lieu aux frais des ouvriers.

La "carte du travail" en Allemagne (I.T.F.) Le Troisième Reich a introduit pour tous les ouvriers et employés un carnet du travail. En 1934 déjà le Front allemand du travail avait demandé la mise en vigueur d'une carte du travail sur laquelle l'employeur devrait inscrire entre autres son opinion sur la "conduite" et sur la "qualité professionnelle" de son salarié. La dictature nazie n'a pas osé imposer un pareil carnet du travail. Le carnet mis en vigueur le 1er juin, c'est-à-dire avec un grand retard ne contient que des rubriques sur la formation professionnelle, les emplois détenus et l'état civil du porteur. Aucune concession n'a été faite aux désirs du Front allemand du travail, mais il a été tenu compte des besoins de l'armée motorisée. Chaque employeur est en effet tenu de déclarer si ceux qu'il occupe "possèdent des capacités spéciales notamment en ce qui concerne la conduite d'automobiles ou d'avions"! Tous les ouvriers et employés (à l'exclusion de ceux qui gagnent plus de 1.000 marks par mois et des fonctionnaires) occupés en Allemagne doivent avoir le carnet du travail. Jusqu'à présent environ 8000 de ces carnets ont été délivrés et leur nombre devra augmenter à 21 millions d'ici l'été 1936.

Le carnet du travail est délivré gratuitement sur demande par les offices de placement. Lors de son entrée en service, le salarié doit le remettre au patron qui le conservera jusqu'à la fin de l'engagement. Sur la formule à remplir pour avoir le carnet les entreprises dans lesquelles le salarié a travaillé pendant les dix années écoulées doivent être indiquées. Il devient de la sorte possible de vérifier qui a été occupé dans le temps par une entreprise appartenant au mouvement ouvrier. Le retrait du carnet offre la possibilité de frapper sensiblement de manière passagère ou durable des ouvriers et employés qu'on ne voit pas d'un bon oeil. L'introduction du carnet du travail menace tous ceux qui pendant les dix années écoulées ont à un moment donné été occupés dans l'agriculture, d'être écartés de tout travail dans l'industrie ou le commerce. Il contient en effet une rubrique spéciale "connaissances agricoles" et la formule de demande du carnet permet à présent de constater toute activité agricole sur une période de dix ans, ce qui autrefois n'était le cas que pour trois ans. C'est précisément cette possibilité de renvoyer des travailleurs à des professions déterminées dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. Lors de l'introduction par exemple de la carte professionnelle dans le port de Hambourg en 1934, 4000 des 16.000 dockers ont été privés de la carte.

Le carnet du travail aura -- ainsi que le fait remarquer l'organe du ministre de l'Economie nationale -- l'effet d'un livret militaire. Tels que des soldats, les travailleurs allemands devront se rendre aux endroits qui plaisent aux employeurs et à ceux qui s'occupent du réarmement. Pour les ouvriers spécialistes il y a évidemment des limites à ces transferts, quant aux autres, la mesure semble grosse de menaces. *) ("Der Deutsche Volkswirt" du 12 avril)

Cheminots allemands chargés de travaux de mines. (I.T.F.) Le Traité de Paix de Versailles interdit à l'Allemagne d'avoir sur la zone démobilisée qui va jusqu'à 50 km. à l'est du Rhin des forces militaires ou d'y organiser des exercices militaires. Chaque violation de cette prescription est considérée comme une "tentative de troubler la paix mondiale". On peut dire cependant que le Troisième Reich se prépare systématiquement à troubler la paix mondiale. Le long du Rhin on forme déjà des cheminots comme sapeurs. On annonce de toute une série

d'ateliers de la Reichsbahn que des ouvriers spécialisés doivent en troupes de 50 à 70 hommes faire toutes les semaines une demi-journée d'exercices sur les ponts du Rhin. On s'exerce à faire sauter les ponts, à construire des pontons, à réparer les ponts et les pontons. Il n'a pas été communiqué aux cheminots qui, à côté de leur service régulier doivent faire ce service militaire, qui prenait la responsabilité d'accidents éventuels pouvant découler de ces services.

Espoirs déçus. (I.T.F.) Afin de rendre populaire l'introduction du service militaire obligatoire, la dictature nazie déclarait aux ouvriers que le fait que les classes de jeunes sont levées pour le service, crée des places pour les plus âgés (Rudolf Hess, le 2 avril 1935 à l'atelier de réparations Freimann à Munich). Au mois de juin on a commencé la levée des troupes. A présent toutefois, le Front allemand du travail se plaint de ce que "les hommes jeunes qui ont été appelés sous les drapeaux ou qui grâce au système d'échange se sont fait enrôler volontairement à l'aide agricole ou au service du travail, sont remplacés par des mineurs ou si possible même par des jeunes filles qui travaillent à un tarif de misère tandis que d'autre part des milliers de chômeurs plus âgés continuent à attendre un emploi. (Front allemand du travail, section de Düsseldorf, 6 septembre 1935)

L'anéantissement des coopératives de consommation. (I.T.F.) La coopérative de consommation de Hanovre a été dissoute par les Nazis sans demander l'avis des membres. La restitution des 3,32 millions de marks déposés par les épargnants n'aura lieu que le 1er octobre 1940 de même que toutes les autres obligations, avec la réserve que dans le courant de la liquidation des versements partiels pourront avoir lieu plus tôt. C'est là la deuxième grande coopérative que les Nazis anéantissent.

Ils veulent être trompés. (I.T.F.) Le parti nazi exerce de l'espionnage dans toutes les entreprises et administrations. Des fonctionnaires spéciaux doivent tous les mois communiquer dans un rapport leurs observations au siège central. Ces derniers temps ces rapports reflètent le mécontentement croissant parmi les masses. C'est pourquoi une des plus importantes divisions arrondissementale du parti a décrété que les rapports ne parleraient plus des principaux griefs. On ne mentionnera plus l'irritation au sujet du fait que malgré toutes les promesses, les fonctionnaires supérieurs touchent plus de 1.000.-marks par mois, car Hitler a encore besoin de ces gens à appointements élevés. On ne devra plus faire mention non plus des conditions dans lesquelles doit s'effectuer le service à la Reichsbahn, aux postes et dans les administrations de l'Etat. Les permanents chargés d'effectuer le contrôle devront dans les entreprises souligner le fait que les fonctionnaires "fournissent bien volontiers le sacrifice d'un travail supplémentaire" et qu'il faut que les fonctionnaires soient contents que le parti ait maintenu l'Etat et par conséquent les fonctionnaires. Le Front allemand du travail a encore chargé ses permanents de soumettre leurs rapports au chef de l'entreprise avant de les expédier. Le parti espère grâce à ces précautions, recevoir des rapports plus optimistes concernant l'état d'esprit qui existe parmi la population. Il appréhende de connaître le véritable état d'esprit. * de Düsseldorf

5 millions de chômeurs. (I.T.F.) Au Congrès du parti nazi à Nuremberg le Führer a fait lire une proclamation dans laquelle il répète entre autres des affirmations préférées de son ministre de la propagande: la diminution du nombre des chômeurs de 6 millions à 1 3/4 million. Le "Deutsche Wirtschaftszeitung" l'organe officiel de l'industrie allemande qui relève du ministre, constate par contre le 8 août 1935: "Le nombre total des chômeurs visibles et invisibles n'était plus, fin juin 1935 que de (!) 4,4 millions". Ces chiffres ne considèrent pas comme chômeurs les 600 à 700.000 travailleurs employés aux travaux de secours, dans l'aide agricole, au service du travail, aux autostrades etc. bien qu'ils ne gagnent rien pour leur dur travail. Au début de juin on a commencé le recrutement pour l'armée; néanmoins le chômage s'élevait encore-- en pleine saison agricole-- à plus de 5 millions de chômeurs. Hitler en a escamoté 3 1/4 millions.

Hitler préfère le compte en banque (I.T.F.) La politique économique du Troisième Reich est une parodie des promesses des Nazis. Certains éléments du parti nazi se sont à nouveau risqués à une vive opposition contre la violation des promesses données. Le "Voelkischer Beobachter" se fit le porte-parole de ce groupe. Il réclama la taxation des bénéfiques industriels au profit de la Bataille du Travail et du réarmement et déclara (26 mai 1935): "L'économie ne pourrait et ne saurait exercer sur le national-socialisme une pression pour qu'il s'écarte de ses principes.... La bannière passe avant le compte en banque!" Cela n'a pas empêché l'économie d'exercer une pression. Le ministre des Finances se hâta de déclarer qu'aucun prélèvement de capital n'était projeté au profit de l'armement et le Dr. Schacht a publiquement réprimandé l'organe d'Hitler et qualifié ses rédacteurs de "dilletantes qui n'ont aucune espèce de compréhension de l'effort économique et financier du gouvernement". "On lit des phrases telles que: La bannière passe avant le compte en banque. Ce sont là des mots d'une vérité qui désarme, mais quelle valeur ont-ils pour l'économie?" - L'opposition espérait en Hitler, mais comme toujours celui-ci s'est rangé du côté du capital. Le "Völkische Beobachter" a dû faire des excuses: "Le ministre de l'Economie discerne mieux les difficultés que celui qui n'a pas à les affronter directement" et il devait affirmer brusquement: "La politique économique faite jusqu'à présent était nationale-socialiste".

Il n'y a pas à dire, le compte en banque est plus cher à la dictature que la bannière.

La corruption nazie. (I.T.F.) Le frère du Dr. Ley, chef du Front allemand du travail, a dû être arrêté au début d'août parce qu'il avait détourné des fonds appartenant à la caisse de secours de l'Usine d'azote "Knapsack" de la I.G. Farben.

Comment les ouvriers du sous-sol sont dupés. (I.T.F.) La situation des mineurs allemands s'est beaucoup avilie ces derniers temps. Le rythme du travail a été accéléré. Dans la Ruhr le rendement par homme a été augmenté de 1.490 kgs en 1931 à 1.678 kgs en 1934. Le salaire par tonne de charbon extraite baissa par contre de 5,65 Mk à 4,24 Mk. Dans les mines de la Ruhr le revenu net par journée de travail baissa de 6,15 en 1932 à 6,04 Mk. à 1934; dans le bassin d'Aix-La-Chapelle de 5,44 à 5,39 Mk; dans les mines de sel de la Prusse de 5,91 à 5,60 Mk. et dans le bassin de lignite hessois de 5,20 à 4,96 Mk. Les cotisations obligatoires aux innombrables organisations nazies diminuèrent encore ces revenus de 10%. La hausse des prix s'ajoutant à tout cela, la situation des ouvriers mineurs devient vraiment intolérable.

Dans le Troisième Reich de la communauté populaire le risque de trouver des débouchés pour le produit est détourné totalement sur les mineurs qui doivent intercaler des jours de repos forcés lorsque le débit est insuffisant. Le revenu de bien des mineurs se trouvait "en prenant le salaire net à peine au-dessus du taux de l'allocation de chômage" (Der Ruhrarbeiter N° 34).

Les Nazis avaient fait dans les villages de mineurs de la propagande en promettant de meilleurs revenus. Voyant le revenu se fonder les ouvriers ont insisté pour que les promesses soient réalisées. Seulement le grand patronat des mines recueille tous les ans des millions pour les remettre à Hitler et le Front allemand du travail est impuissant devant les bailleurs de fonds du Führer. Pour faire quelque chose, le Front du travail a de sa propre caisse payé l'année dernière le 30% de l'allocation de vacances que les employeurs de la Ruhr ne voulaient pas payer. Depuis ce printemps toutefois, la majorité des chefs d'entreprise payent une cotisation au Front du travail et les caisses de cette organisme se trouvent maintenant sous le contrôle direct des employeurs. Cette année le Front du travail ne peut donc plus annoncer que, grâce à son concours, l'allocation de vacances a été intégralement versée dans la Ruhr.

Pour le 1er mai le Dr. Ley avait promis un meilleur contrat. On n'en parle plus. Tout ce que les mineurs ont obtenu c'est que ceux qui sont particulièrement atteints par des journées de chômage forcés reçoivent des bons qui pour commencer, servaient à l'achat de vivres. Vu toutefois la pénurie de vivres dans le Troisième Reich il a été décidé par la suite que les bons ne pourraient plus servir qu'à l'achat de vêtements, linge, ustensiles de ménage. Ces bons sont délivrés par le "bien-être populaire national-socialiste" qui perçoit des cotisations obligatoires de tous ceux qu'il aide et des travailleurs des

services publics. Les 10 millions environ mis à la disposition des mineurs proviennent ainsi que le constate à juste titre "Der Ruhrarbeiter" des oboles réunies par le peuple. Le commerce de détail doit délivrer les articles payés moyennant ces bons à 5% au-dessous du prix normal. C'est ainsi que les ouvriers et les classes moyennes doivent s'imposer des restrictions pour que les mineurs puissent continuer à travailler au service des bailleurs de fonds du Führer à des salaires " qui se trouvent à peine au-dessus de l'allocation de chômage."

C'est un méfait que d'avoir faim (I.T.F.) Le 30 août des razzias ont été faites dans toute l'Autriche contre des artisans en randonnée, des chômeurs et des mendiants et on a arrêté 915 personnes. Une partie des arrêtés ont eu la tête rasée comme les malfaiteurs et ont dû revêtir la tenue de prison, après quoi on les a transférés pour une période indéterminée dans le " camp des mendiants " à Schlögen (Danube). Le responsable du scandale de cette détention pour mendicité c'est le préfet Gleissner. Ce geste le recommande encore aux yeux de ceux qui voudraient au plus tôt le substituer au chancelier actuel Schuschnigg car il est dans les bonnes grâces des milieux de la réaction chrétienne et des nationaux-socialistes anti-ouvriers. S'il devient chancelier une coalition brune et noire mènera une politique encore plus réactionnaire que celle de Schuschnigg.

Régime corporatif autrichien (I.T.F.) Lors de la nomination des membres de organes pseudo-parlementaires par la dictature autrichienne la place d'infériorité faite aux ouvriers et employés a suscité une tempête d'indignation au sein même des organisations fascistes. Les dominateurs chrétiens ont déclaré alors pour calmer les esprits que cette situation ne durerait pas; du moment qu'existeraient des organes corporatifs qui éliraient des députés, la représentation des intérêts des classes laborieuses serait garantie.

À présent la dictature a donné la vie à une première organisation "réellement" corporative, la "Corporation de l'industrie agricole et forestière". - Or, bel exemple d'égalité corporative, on a décidé, en alléguant que dans l'agriculture l'idée corporative avait le plus progressé, de renoncer à des groupements séparés pour salariés et employeurs tels qu'ils existent dans l'industrie et le commerce. Les organisations ouvrières fascistes sont groupées dans le syndicat unique; pour les ouvriers agricoles on a coupé tous liens organiques légaux avec les autres travailleurs; ils ne forment plus qu'une subdivision de la Corporation agricole et forestière. Là encore, ils n'ont rien à dire. Ils ne disposent que d'un quart des sièges dans les organes directeurs et forment donc une minorité affligeante!

L'esprit chrétien dans la pratique. (I.T.F.) "Les cas augmentent de travailleurs que des médecins contrôlants viennois déclarent aptes à faire leur travail bien que le premier venu puisse constater que le camarade en question est malade et, avec la meilleure volonté du monde, pas en mesure de travailler. On connaît des cas d'ouvriers qui, déclarés être en bonne santé par le médecin en chef, sont morts quelques jours plus tard des suites d'une maladie grave" -- ainsi constate un des hommes de confiance du syndicat (fasciste) des travailleurs du papier, du verre et de l'industrie chimique dans le "Arbeiterwoche" viennois. La dictature chrétienne veut faire des économies sur l'assurance-maladie -- la santé des travailleurs l'indiffère.

Les nouvelles lois allemandes. (I.T.F.) Le 15 septembre le gouvernement allemand a promulgué entre autres une loi sur les modalités de nationalité allemande qui reconnaît le droit de citoyenneté du Reich uniquement à "celui qui possède la nationalité allemande ou est d'un sang apparenté et qui prouve par sa conduite qu'il veut et qu'il se qualifie à servir fidèlement le Reich et le peuple allemand".

Ces nouvelles lois ne tendent pas à rendre aux travailleurs allemands des droits dont on les a privés, mais elles veulent créer parmi les déshérités une classe de parias ayant encore moins de droits. Elles veulent stigmatiser les Juifs comme des hommes d'ordre inférieur mais avec eux aussi les Latins et les Slaves, les Mongoles et les Hindous. Ces lois veulent assujettir, discréditer et déshonorer les vaillants "Allemands" ou personnes non "de sang apparenté" qui dans leur résistance contre les oppresseurs nazis, gardent intacte, dans les prisons et les camps de concentration leur fidélité à la

cause du peuple laborieux d'Allemagne.- Le monde ne croit pas à leur infâmie, il n'a que mépris pour les oppresseurs et honore ceux qu'ils oppriment.

Des salaires qui ne suffisent pas pour vivre. (I.T.F.) Les fascistes prétendent toujours à nouveau que Mussolini a relevé bien au-dessus du niveau d'avant-guerre la situation de la classe ouvrière italienne. Après les dures expériences passées les travailleurs italiens savent mieux. Le quotidien des corporations, "Il Lavoro Fascista" exprime (dans son numéro 158) la déception générale: "On peut constater que pour de très nombreuses catégories de travailleurs les salaires réels (en comparaison de 1914) n'ont point été augmentés mais au contraire réduits". Malgré la censure le journal peut se risquer à cette affirmation car au Parlement déjà, la dictature fasciste n'avait pas osé empêcher une critique sur sa politique de salaires. Le député fasciste Sertoli avait fait au Parlement, dans la séance du 28 mars 1935, une comparaison entre les salaires réels payés entre autres aux maçons et aux terrassiers en 1914 et en 1934. En se basant pour les terrassiers sur les données pour 37 provinces, il est arrivé à la conclusion que dans 34 provinces les salaires réels étaient plus bas qu'en 1914. Quant aux maçons, dans 27 provinces sur 29 relatives auxquelles des données étaient disponibles, les salaires réels étaient plus bas dans la glorieuse année XII de l'ère fasciste qu'en 1914! Le "Lavoro Fascista" complète les constatations du député: "Le revenu effectif d'un ouvrier du bâtiment... est sensiblement plus bas--il faut tenir compte des périodes plus ou moins longues de chômage". "Dans l'industrie du bâtiment" -- ainsi la conclusion du journal-- "les salaires actuellement en vigueur sont inappropriés aux besoins de la vie".

Voilà "l'émancipation fasciste du travail" que les armées italiennes veulent apporter à l'Afrique!

Plus de 50% de réduction. (I.T.F.) Les journaux italiens sont particulièrement fiers du fait que cette année les salaires des travailleurs des rizières n'ont pas été réduits. Les 100.000 à 150.000 travailleurs intéressés, en grande majorité des femmes, qui émigrent de leurs villages, en Lombardie pour la plantation et pour la récolte du riz, recevaient au moment de la stabilisation de la lire (en 1927) encore un salaire journalier brut de 19,50 lire (env. 24.-fr.fr.). Depuis lors les salaires ont chaque année subi des réductions. En 1933 on ne payait plus que 9,50 lire par jour. En 1934, le salaire des adolescents employés dans les rizières fut ramené à 8,28 lire par jour. En 1935, le coût de la vie a augmenté en Italie à tel point que même les fascistes ne se risquent plus à une nouvelle réduction générale des revenus des travailleurs du riz, et ils en sont encore fiers!

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

L'exemple qu'on craint. (I.T.F.) Les armateurs allemands craignent que les marins malgré l'interdiction des syndicats ne se regroupent; ils craignent avant tout l'exemple stimulant des marins d'autres pays. C'est pourquoi ils ne désireraient rien de moins qu'une défense de grève internationale pour les marins! Le "Hansa" (N° 33) l'organe des armateurs, agité par le mouvement de grève des marins français au service de la Compagnie Générale Transatlantique, écrit à ce propos: "Devant le refus de travail de tous les membres des équipages, la compagnie a fait, plus ou moins sous l'influence des pouvoirs publics, des concessions dans la forme de relèvements des salaires. Une retraite par conséquent sur toute la ligne.... Si la navigation allemande, de même que toute l'économie de notre pays est exempte de préoccupations aussi graves que des marchandages faits à la dernière minute pour imposer des augmentations de salaire, cette situation satisfaisante (ce sont les armateurs qui parlent! Réd.) est due à la juste tactique suivie par notre gouvernement depuis 2 ans $\frac{1}{2}$ ". Le périodique y ajoute un espoir: "On arrive lentement à la compréhension du fait que le mouvement des marins ne pourra être combattu avec succès que par des mesures d'ordre international."

L'organe des armateurs semble attacher tant d'importance aux effets possibles de la lutte des syndicats libres français sur les marins allemands que la semaine d'après il donne de nouveaux signaux d'alarme. "En terre allemande règne la paix économique. C'est vrai, mais n'oublions pas comment elle a été réalisée et quelles infinies réserves d'énergie il a fallu pour créer la situation actuelle. Elle n'est pas un cadeau qui nous est tombé du ciel mais le précieux produit de luttes tenaces et avisées. Cela lui donne une valeur incomparable! C'est précisément pourquoi nous ne devons pas perdre de vue, ne fût-ce qu'une minute... le travail de sapage étranger".

"Il tombe sous le sens que ce sont nos marins qui sont le plus exposés aux attaques car dans les ports étrangers ils n'ont que trop souvent sans le vouloir et sans s'en rendre compte, l'occasion d'échanges de vues avec des messagers de Moscou" (ainsi le Troisième Reich qualifie les syndicats libres. Réd.)

Intolérable. (I.T.F.) Un cheminot allemand nous écrit: "... La situation à la Reichsbahn devient peu à peu intolérable. Le trafic a augmenté, mais la majorité des marchandises sont destinées à l'armement et sont transportées à des tarifs d'exception qui couvrent à peine le prix de revient. Dans le trafic voyageurs bien des trains sont au service de l'Association récréative "Kraft durch Freude", de manifestations, du Congrès du Parti etc. et tous ces trains circulent aussi à des tarifs réduits. Par ces transports le rendement augmente, mais les recettes ne s'en ressentent pas. C'est pourquoi le personnel n'est pas accru malgré l'augmentation du trafic. Nous, mécaniciens devons faire à présent jusqu'à 56 heures de travail supplémentaire par mois en sus du maximum de 208 heures prévu au règlement. Pas question d'une compensation. Le congé a même dû en partie être réduit." Il va sans dire que ces excès de fatigue imposés au personnel compromettent la sécurité. Ce n'est pas sans raisons que le ministère de la Propagande a interdit à la presse de donner des renseignements sur des accidents de chemins de fer.

Les marins allemands n'ont pas leur dû. (I.T.F.) En 1919 un tribunal d'arbitrage pour la navigation maritime allemande avait été créé par accord entre les syndicats et l'association des Armateurs. Chacune des deux parties avait le droit de désigner deux assesseurs qui rendaient leur jugement en accord avec un président impartial. Les Nazis ont renversé ce système. A présent le président du tribunal désigne quatre assesseurs, mais chaque fois pour une seule séance. Deux de ces assesseurs doivent être chefs d'entreprise ou représentants de ceux-ci, les deux autres sont choisis par le Commissaire au travail "pour quelques heures" parmi les marins subalternes et officiers d'un quelconque des navires amarrés dans le port. On comprend selon quels critères on les choisit!

Les expériences pratiques avec cette réforme nazie ont détruit bien des illusions concernant la "communauté populaire à bord des navires allemands". Dans le Front du travail le marin apprend à se mettre en position et à crier "Heil Hitler" mais il ne connaît pas les contrats. Le juge qui lui, est juriste et non pas marin doit baser son jugement sur les déclarations des assesseurs. On comprend que dans ces circonstances, celui qui sait le mieux exposer sa cause l'emporte." C'est ce qui explique"--ainsi le journal maritime du Front allemand du travail, en réponse à une lettre indignée d'un marin-- "que plus d'une décision du tribunal d'arbitrage ne semble pas avoir tenu compte autant qu'il l'aurait fallu du point de vue des marins".

Les marins allemands ont remarqué depuis longtemps qu'il s'en faut de beaucoup que le Troisième Reich leur accorde leur dû.

Réductions des salaires et compressions des effectifs. (I.T.F.) La politique de salaires adoptée par les entreprises d'Etat fait clairement ressortir quel est le caractère social des dictatures fascistes.

Aux chemins de fer fédéraux d'Autriche l'effectif du personnel avait été baissé pendant la crise de 79.527 (en 1929) à 67.029 unités (en 1932). Sous le régime "autoritaire" de Dollfuss et en 1934, année de l'anéantissement des syndicats, de nouvelles compressions ont ramené l'effectif à 56.420 unités; en juin 1935 le chiffre avait encore baissé jusqu'à 52.633. Bien que, d'après les déclarations du gouvernement "on progresse de nouveau" en Autriche depuis 1932, le régime autoritaire chrétien a réduit les salaires du personnel des chemins de fer en 1933 et 1934 jusqu'à une moyenne mensuelle de 295,40 schillings. En raison des traitements plutôt élevés des fonctionnaires supérieurs, cette moyenne est encore relativement élevée. On peut dire avec plus de justesse que le revenu mensuel moyen des cheminots autrichiens n'est plus que de 250 schillings tout au plus.